



## Décision individuelle N° 2021-94

**Pétitionnaire** : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – subdivision Tinée

**Adresse** : 29 boulevard d'Auron 06 660 Saint-Etienne-de-Tinée

**Nature de la demande** : prélèvement, détention, transport de minéraux en cœur de Parc national

**Intitulé du projet** : Réfection du soutènement de la RM2205 au PR62+650

**Localisation** : rive droite de la confluence du Salso Moreno et de la Tinée, au droit du hameau du Pra – commune de Saint-Dalmas-le-Selvage

**La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2-III d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 23 avril 2021 par la Subdivision Tinée de la Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie,

**Considérant** que la demande porte sur le prélèvement de matériaux dans le lit majeur du Salso Moreno à sa confluence avec la Tinée, dans l'objectif d'approvisionner un chantier de réfection du soutènement de la route métropolitaine n°2205 en amont du hameau du Pra,

**Considérant** que la demande porte sur un volume estimé de 1000 m³ destiné à remplir les cages à gabions et constituer le remblaiement drainant en arrière de l'ouvrage de soutènement,

**Considérant** que le prélèvement de ces matériaux permettra d'éviter des approvisionnements en matériaux extérieurs et d'assurer une meilleure intégration visuelle de l'ouvrage,

**Considérant** par ailleurs l'avis favorable de la Direction départementale des territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes en date du 30 avril 2021, en ce qui concerne la compatibilité de ce prélèvement avec les dispositions du code de l'environnement relatives à l'eau et aux milieux aquatiques,

**Considérant** la nécessité d'encadrer le prélèvement pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

**DÉCIDE**

## **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION TINÉE, ci-après désignée le bénéficiaire et représentée par Monsieur FABRON Jean-Marie, est autorisée à procéder à un prélèvement de matériaux dans le cadre exclusif d'un chantier de réfection du soutènement de la route métropolitaine n°2205 en amont du Pra (PR62+650).

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. En rive droite du Salso Moreno, la circulation des engins motorisés est strictement limitée à l'accès le plus direct entre la route métropolitaine et la zone de prélèvement.

2.2. En aucun cas la profondeur du prélèvement ne devra atteindre le haut de la nappe d'accompagnement du cours d'eau ; il devra cesser dès les premiers signes de résurgence de celle-ci dans la zone d'extraction. Le niveau du sol après extraction devra rester au-dessus des écoulements visibles dans le Salso Moreno.

2.3. L'extraction sera réalisée sur une large zone, de manière à ce que le relief du terrain après prélèvement ne forme pas d'excavation. Les abords seront modelés à la pelle en pente douce orientée vers le lit mouillé, sans tassement, de sorte à masquer visuellement la zone de travaux.

2.4. Aucun prélèvement ou circulation d'engins dans le lit mouillé n'est autorisé.

2.5. A la finalisation des prélèvements de matériaux, l'accès utilisé par les engins sera décompacté par griffage superficiel.

2.6. Les prélèvements sont réservés aux besoins exclusifs des travaux cités à l'article 1 ; aucun transport des matériaux vers un autre lieu situé en cœur ou en-dehors n'est autorisé.

## **Article 3 : Durée - localisation**

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du 15 mai 2021 au 31 juillet 2021, **exclusivement** dans le cône d'atterrissement du Salso Moreno situé à la confluence avec la Tinée, en rive droite.

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 5 mai 2021



La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

### Copies :

- service territorial « Tinée »
- DDTM06, L. DESMAISONS
- OFB-SD06, R. BONVALLAT

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.